

Unité départementale de la Moselle  
4 rue François de Guise  
CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 9 mai 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **METEX NOOVISTA**

plate-forme de Carling/Saint-Avold  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_METEX\_2023-05-09\_RAPVI\_Air-MeD\_NDSK\_24790  
Code AIOT : 0003013146

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2023 dans l'établissement METEX NOOVISTA implanté plate-forme de Carling/Saint-Avold 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 13/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du respect des prescriptions concernant les rejets atmosphériques du site de Saint-Avold.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- METEX NOOVISTA
- plate-forme de Carling/Saint-Avold 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0003013146
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société METEX NOOVISTA est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-DCATA-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié à exploiter une unité de production d'acides carboxyliques (1-3 propanediol (PDO) et acide butyrique (AB)). La mise en service du site a eu lieu au printemps 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Odeurs
- Rejets atmosphériques
- Plan de gestion des solvants
- Rapport d'activité

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Surveillance des émissions atmosphériques (hors chaudière)	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.1. (partiel)	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Surveillance des rejets atmosphériques de la chaudière	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 10.3.2.1, 10.3.2.2., 3.2.3 (partiel) et 3.2.4 (partiel)	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Analyse actualisée des risques d'émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.5.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Spéciation et quantification des COV présents	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.1.	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Caractérisation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.7.1.	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Rapport annuel d'activité	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.4.2.	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention et réduction des odeurs liés au traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.1.5.4. (partiel)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 28 mars 2023 ont mis en évidence plusieurs non-conformités concernant :

- l'actualisation de son analyse des risques d'émissions diffuses (cf. constat n°4) ;
- la transmission du plan de gestion des solvants (cf. constat n°6) ;
- la transmission du rapport annuel d'activité (cf. constat n°8) .

Sur ces 3 points, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies avec la préfecture de la Moselle.

Par ailleurs, d'autres non-conformités ont été relevées (constats n°2, 3, 5, et 7). L'exploitant a d'ores et déjà engagé des actions correctives. Une lettre préfectorale de suites est proposée pour ces points de contrôles.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention et réduction des odeurs liés au traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.1.5.4. (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> " (...) Les installations de collecte et de stockage des boues biologiques sont sous bâtiment fermé. Ce bâtiment est sous aspiration, reliée au système de traitement d'odeur par charbon actif cité à l'alinéa précédent."
<b>Constats :</b> Sans observation. Le stockage des boues biologiques se fait dans un bâtiment fermé sous aspiration et relié à un système de traitement d'odeur par charbon actif. L'exploitant a indiqué remplir 2 bennes de boues biologiques par semaine.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 2 : Surveillance des émissions atmosphériques (hors chaudière)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.3.1. (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "L'autosurveillance (...) des émissions atmosphériques (...) est effectuée conformément au programme d'autosurveillance établi par l'exploitant en application de l'Article 10.2.1. du présent arrêté.  L'exploitant décrit et justifie, dans le cadre de son Système de Management de l'Environnement, la méthodologie retenue pour déterminer les flux annuels de polluants émis.  En outre, l'exploitant fait réaliser a minima une fois par an des mesures comparatives telles que définies à l'Article 10.2.3. du présent arrêté sur l'ensemble des points de rejet définis dans le présent arrêté et portant sur l'ensemble des paramètres réglementés. Ces mesures sont réalisées par un organisme agréé selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 susvisé et l'exploitant s'assure que les dispositions des annexes II et IV dudit arrêté ministériel du 11 mars 2010 sont respectées. (...)"

<p><b>Constats :</b> L'établissement dispose de 6 points de rejets à l'atmosphère :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- point n°1 : cheminée du Scrubber général ;</li> <li>- point n°2 : laveur NH3</li> <li>- point n°3 : sortie filtre à poussière</li> <li>- point n°4 : cheminée chaudière</li> <li>- point n°5 : torche méthaniseur</li> <li>- point n°6 : sortie filtre à charbon STEP</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté le programme de surveillance établi ainsi que la méthodologie de calcul des flux annuels pour le point de rejet n°5 "sortie de la torche du méthaniseur". Il s'est engagé à formaliser par écrit, le programme de surveillance et la méthodologie de calcul des flux annuels des autres points de rejet.</p> <p>Le contrôle annuel par un organisme agréé des rejets atmosphériques pour l'ensemble des points de rejet n'a pas été réalisé en 2022.</p> <p>L'exploitant a présenté le bon de commande daté du 23 mai 2022 pour le contrôle de l'ensemble de ses points de rejets atmosphériques et a indiqué que le contrôle programmé en septembre n'a pu être honoré par le prestataire et n'a pu être reprogrammé fin 2022 suite à des dysfonctionnements de la chaudière. L'installation ayant été à l'arrêt au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les contrôles sont planifiés du 17 au 21 avril 2023.</p>
<p><b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet, sous un délai de 2 mois, les rapports de contrôle des rejets atmosphériques pour l'ensemble des points de rejets du site mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2018 modifié et le programme de surveillance et la méthodologie de calcul des flux annuels pour l'ensemble des points de rejet à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

### N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques de la chaudière

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, articles 10.3.2.1, 10.3.2.2., 3.2.3 (partiel) et 3.2.4 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 10.3.2.1.:</p> <p>"L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions de la chaudière. Les mesures sont réalisées sous sa responsabilité et à ses frais.</p> <p>L'exploitant décrit et justifie, dans le cadre de son Système de Management de l'Environnement, la méthodologie retenue pour déterminer les flux annuels de polluants émis."</p> <p>Article 10.3.2.2.:</p> <p>"Le premier contrôle périodique est réalisé au plus tard 4 mois après la mise en service de l'installation. Les résultats de ce premier contrôle sont transmis à l'Inspection des Installations Classées sous 15 jours à compter de sa réception.</p> <p>La surveillance périodique des émissions est effectuée lors de la combustion du combustible ou du mélange de combustibles susceptible d'entraîner le plus haut niveau d'émissions et pendant une période représentative des conditions d'exploitation normales.</p> <p>Les mesures périodiques des émissions des polluants atmosphériques sont effectuées au moins une fois par an par un organisme agréé selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010 susvisé.</p> <p>Dans le cadre des contrôles périodiques, les valeurs limites d'émissions sont considérées comme</p>

respectées si les résultats de ces contrôles ne les dépassent pas."

Article 3.2.3 (partiel) :

"Les rejets respectent les conditions suivantes :

N° du point de rejet (cf. art. 3.2.2)	Hauteur min. du rejet (m)	Diamètre nominal (mm)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)	Débit* max. (Nm <sup>3</sup> /h)	Température minimale de rejet (°C)**
4	8	650	8	10 170	100

\* Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

\*\* Température en dehors des périodes transitoires d'arrêt et de démarrage.

L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment la durée d'émission à l'atmosphère pour chacun des points de rejets canalisés identifiés ci-dessus."

Article 3.2.4 (partiel) :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) sauf pour les installations de séchage où les résultats sont exprimés sur gaz humides.

En outre, pour les rejets de la cheminée de chaudière (conduit n°4), le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène de 3%.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les rejets dans l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

"(...)

- EN SORTIE DE LA CHEMINÉE DE LA CHAUDIÈRE (POINT DE REJET N°4) :

Paramètre	Valeur limite en Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux horaire maximal (kg/h)	Flux annuel maximal (kg/an)
Poussières, y compris particules fines	5	0,03	278
CO	100	0,68	5567
SOx en équivalent SO <sub>2</sub>	35	0,24	1948
NOx en équivalent NO <sub>2</sub>	100	0,68	5567
HAP	0,1	0,0007	/
Cadmium, mercure, thallium et leurs composés	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl)	0,0007	/
Arsenic, sélénium, tellure et leurs composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (As+Se+Te)	0,007	/
Plomb et ses composés	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimée en Pb	0,007	/
Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain,	20 mg/Nm <sup>3</sup>	0,14	/

manganèse, nickel, vanadium, zinc et leurs composés			
(..."			
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le programme de surveillance établi ainsi que la méthodologie de calcul des flux annuels pour le point de rejet n°4 "sortie de la cheminée de la chaudière". La mise en service de l'usine a eu lieu au printemps 2021. Le premier contrôle des émissions atmosphériques de la chaudière a été réalisé en septembre 2021. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques issus de la chaudière du 6 septembre 2021, réalisé par un organisme agréé. L'ensemble des paramètres mesurés respecte les valeurs limites d'émissions prescrites. Il a été rappelé à l'exploitant que les rapports de contrôle doivent être transmis à l'inspection des installations classées. La surveillance n'a pas pu être réalisée en 2022 (cf. constat précédent).</p>			
<p><b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet, sous un délai de 2 mois, le rapport de contrôle prévu du 17 au 21 avril 2023 des rejets atmosphériques issus de la chaudière.</p>			
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>			
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>			
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>			

#### N° 4 : Analyse actualisée des risques d'émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  "Dans un délai de 12 mois après le démarrage et la mise en service initiale des installations, l'exploitant réalise et transmet à l'Inspection des Installations Classées l'actualisation de son analyse des risques d'émissions diffuses.</p> <p>Si cette analyse met en évidence des sections susceptibles de générer des émissions gazeuses polluantes, toxiques et/ou odorantes, l'exploitant propose des mesures pour identifier d'éventuelles fuites et le cas échéant pour les supprimer ou a minima les réduire."</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir initié, avec un bureau d'études, l'identification des zones d'émissions diffuses. Le bon de commande signé pour la réalisation de l'analyse des risques d'émissions diffuses n'a pour autant pas été transmis à l'inspection des installations classées suite à la visite.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre, sous un délai de 2 mois, l'actualisation de l'analyse des risques d'émissions diffuses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 5 : Spéciation et quantification des COV présents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.1. (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  "(...) Une spéciation et une quantification des COV présents d'une part dans les rejets du scrubber général et d'autre part dans les rejets de la cheminée de la chaudière, dans des conditions</p>

représentatives du fonctionnement normal des installations, sont réalisées et transmises à l'Inspection des Installations Classées au plus tard 12 mois après la mise en service initiale des installations. Au regard des résultats, l'évaluation des risques sanitaires est actualisée et transmise en même temps que les résultats commentés."
<b>Constats</b> : La spécification et la quantification des COV présents dans les rejets du scrubber et de la cheminée de la chaudière, seront réalisées lors du contrôle des rejets atmosphériques prévu du 17 au 21 avril 2023. Le bon de commande a été présenté à l'inspection des installations classées.
<b>Observations</b> : Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet, sous un délai de 2 mois, la spécification et la quantification des COV présents dans les rejets du scrubber et de la cheminée de la chaudière.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais</b> : 2 mois

#### N° 6 : Plan de gestion des solvants

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.6.4.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : "L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants des installations concernées.  Avant le 31 mars de l'année N+1, l'exploitant transmet à l'inspection des Installations Classées le plan de gestion des solvants de l'année N et l'informe des actions visant à réduire leur consommation."
<b>Constats</b> : L'exploitant a présenté le bon de commande du 21 décembre 2022 pour la réalisation du plan de gestion des solvants par un prestataire mais n'a pas transmis le plan de gestion des solvants 2022 à l'inspection des installations classées.
<b>Observations</b> : A la date de signature du présent rapport, le plan de gestion n'a toujours pas été transmis. L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de lui transmettre le plan de gestion des solvants pour l'année 2022, sous un délai d'un mois.
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

#### N° 7 : Caractérisation du biogaz

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 3.2.7.1.
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<b>Prescription contrôlée</b> : "La teneur en CH <sub>4</sub> et H <sub>2</sub> S du biogaz produit est mesurée, après épuration, au moins une fois par jour sur un équipement contrôlé annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur. Les résultats des mesures et des contrôles effectués sur l'instrument de mesure sont consignés et tenus à la disposition des services chargés du contrôle des Installations Classées pendant une durée d'au moins trois ans.  La teneur en H <sub>2</sub> S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à la sortie de l'installation est, après traitement, inférieure à 350 ppm."



<p><b>Constats</b> : L'installation dispose d'un analyseur en continu du biogaz en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S. Le taux de H<sub>2</sub>S affiché sur l'appareil, le jour de la visite, était nul.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter à l'inspection le contrôle de l'appareil réalisé par un organisme extérieur</p>
<p><b>Observations</b> : Il est demandé à l'exploitant de transmettre au préfet, sous un délai d'un mois, le contrôle annuel de l'analyseur du biogaz.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 1 mois</p>

#### N° 8 : Rapport annuel d'activité

<p><b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 10/12/2018, article 10.4.2.</p>
<p><b>Thème(s)</b> : Autre, Rapport annuel d'activité</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet</p>
<p><b>Prescription contrôlée</b> :</p> <p>"Une fois par an, l'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée."</p>
<p><b>Constats</b> : Aucun rapport annuel d'activité n'a pas été transmis à l'inspection des installations depuis le démarrage de l'installation au printemps 2021.</p>
<p><b>Observations</b> : L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de lui transmettre, sous un délai d'un mois, le rapport d'activité pour les années 2021 et 2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais</b> : 1 mois</p>